

Publications périodiques

Comptes annuels

CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE

Société par actions simplifiée au capital de 88 482 297 Euros
Siège social : 12 rue du port – 92000 Nanterre
413 356 353 R.C.S. Nanterre

Etats financiers au 31 décembre 2017
Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2018

I. — Bilan

En milliers d'euros

Actif	2017	2016
Caisse, banques centrales, CCP	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	134 619	194 348
Operations avec la clientèle	919 288	923 790
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Parts dans les entreprises liées	18 810	18 810
Crédit-bail et location avec option d'achat	1 342 713	1 042 937
Location simple	406 553	360 886
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	0	0
Capital souscrit non verse	0	0
Actions propres	0	0
Autres actifs	85 914	105 042
Comptes de régularisation	57 294	51 245
Total de l'actif	2 965 191	2 697 057
Passif	2017	2016
Banques centrales, CCP	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	1 669 479	1 534 377
Operations avec la clientèle	827 672	770 348
Dettes représentées par un titre	1 000	1 000
Autres passifs	71 179	60 090
Comptes de régularisation	164 240	134 687
Provisions pour risques et charges	690	690
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux	0	0
Capitaux propres hors FRBG	230 931	195 865
Capital souscrit	88 482	88 482
Primes d'émission	0	0
Réserves	8 858	8 858
Ecart de réévaluation	0	0
Provisions réglementées	0	0
Subventions d'investissement	31	13
Report à nouveau	98 511	68 075
Résultat de l'exercice	35 048	30 436
Acompte sur dividendes	0	0
Total du passif	2 965 191	2 697 057
Hors bilan comparés 2017-2016	2017	2016
Engagements donnés	257 106	213 965
Engagements de financement	257 011	213 924
Engagements de garantie	95	41
Engagements sur titres	0	0
Engagements reçus	642 543	456 866
Engagements de financement	54 317	44 360
Engagements de garantie	588 226	412 506
Engagements sur titres	0	0

II. — Compte de résultat
(en milliers d'euros)

Comptes de résultat	2017	2016
----------------------------	-------------	-------------

Intérêts et produits assimilés	39 221	42 965
Intérêts et charges assimilés	-30 726	-29 194
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	514 627	387 490
Charges sur opérations de crédit bail et assimilés	-444 688	-327 903
Produits sur opérations de locations simples	122 835	94 088
Charges sur opérations de locations simples	-136 070	-103 156
Revenus des titres à revenu variable	8 001	4 675
Commissions (produits)	972	779
Commissions (charges)	-1 246	-846
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-1	-27
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	4 411	3 637
Autres charges d'exploitation bancaire	-1 385	-1 114
Produit net bancaire	75 952	71 395
Charges générales d'exploitation	-26 074	-24 914
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	0	0
Résultat brut d'exploitation	49 878	46 481
Coût du risque sur opérations de crédit	-1 228	-2 574
Résultat d'exploitation	48 650	43 907
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
Résultat courant avant impôt	48 650	43 907
Résultat exceptionnel	0	0
Impôt sur les bénéfices	-13 602	-13 471
Dotations et reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
Résultat net	35 048	30 436

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée générale sur proposition de l'Organe Collégial de Direction décide d'affecter le bénéfice de l'exercice soit 35.047.849,12 € comme suit :

Bénéfice de l'exercice	35.047.849,12€
Dotation à la réserve légale	0 €
Report à nouveau de l'exercice précédent	98.511.115,95€

Résultat distribuable	133.558.965,07€
Distribution de dividendes (55,98€ X 232.237 actions)	-13.000.627,26 €

Solde au report à nouveau	120.558.337,81 €

Le dividende de 13.000.627,26 € est payable au plus tard le 30 mai 2018 à raison de 55,98 € par action de 381 € de nominal.

L'Assemblée prend acte que les dividendes distribués par action, au titre des trois derniers exercices, se sont élevés à :

	2014	2015	2016
Dividende distribué	32,50 €	0,00 €	0,00 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes aux comptes sociaux

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017

1. Faits marquants de l'exercice

Aucun fait marquant

2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux banques, telles qu'elles sont prévues en particulier par le Règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire relatif à l'établissement et à la publication des comptes annuels des établissements de crédit, modifié par les règlements CRC 2000-03, CRC 2004-16, CRC 2005-04 et le règlement ANC n°2014-07 du comité de la Réglementation Comptable.

Conformément aux dispositions du règlement 2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable et des précisions apportées par l'avis 2003 G du Comité d'urgence, les encours sous risque sont ventilés en encours douteux et en encours douteux compromis, cette dernière catégorie reprenant principalement les créances déchuées du terme en crédit et résiliées en opérations de crédit bail et de location simple. Par ailleurs, aucune créance n'est restructurée à des conditions hors marché.

CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE fait application, depuis le 1^{er} janvier 2005, de l'article 13 du règlement n°2002-03 du CRC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

Le Règlement CRC n°2009-03 relatif au traitement comptable des commissions et frais liés à l'octroi ou à l'acquisition de concours s'applique depuis le 1er janvier 2010. CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE applique dans ses comptes sociaux, à compter du 01 janvier 2010, la comptabilisation des commissions et coûts marginaux sur la durée de vie effective du concours selon la méthode alternative.

CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE détient 5 succursales hors du territoire Français intégrées dans la zone euro :

- une succursale en Italie,
- une succursale en Allemagne,
- une succursale en Espagne,
- une succursale en Belgique,
- une succursale en Pologne.

Leur activité est identique à celle de CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE. Leurs comptes au 31 décembre 2017 intégrés dans les comptes de CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE ont été retraités suivant les normes relatives aux dispositions réglementaires applicables aux banques Françaises.

A. Conversion des opérations libellées en devises

Ces opérations suivent les règles édictées par le règlement n° 89.01 du Comité de la Réglementation Bancaire. Les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'arrêt des comptes.

Les produits et charges courus en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours du dernier jour du mois de leur enregistrement.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participation et de filiales en devises, financés en euros, sont inscrits en compte de titres.

Les autres gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

La société CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE n'est pas concernée par ce type d'opérations hormis pour les titres de participations de la société CNH Capital Europe Ltd UK dont la devise d'origine est la livre sterling qui sont enregistrés en contre valeur euro figée.

B. Créances sur les établissements de crédit

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

C. Opérations avec la clientèle

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements,
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales,
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux,
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure au paragraphe « 3. Notes sur le bilan » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée,
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100%.

D. Titres

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement CRC 2005-01. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

a. Titres de transaction

Les titres, qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont évalués individuellement à leur prix de marché.

Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE ne détient pas de titres de transaction.

b. Titres de placement

Il s'agit de titres qui, ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes. Les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation (cours de bourse si les titres sont cotés). Ils constituent des « actions et autres titres à revenu variable ».

CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE ne détient pas de titres de placement.

c. Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres d'investissement correspondent à des billets à moyen terme négociables destinés à être conservés durablement et pour lesquels il existe un financement par des ressources adossées à caractère permanent et durablement affectées. Ces titres sont enregistrés à la date de souscription pour leur valeur nominale. Ils sont inscrits au poste « obligations et autres titres à revenu fixe ».

CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE ne détient pas de titres d'investissement.

d. Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de bourse sur une période suffisamment longue.

CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE ne détient pas de titres de l'activité de portefeuille.

e. Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de les détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Les « titres de participation » et « parts dans les entreprises liées » sont constitués des participations pour lesquelles CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle est supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Ce poste correspond aux certificats d'association versés au fonds de garantie des dépôts.

E. Crédit bail, location avec option d'achat et location simple

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre

2006 explicitant les dispositions de l'avis n°2004-15, les dispositions du règlement du CRC n°2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

a. Valeur brute

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

b. Amortissement

Les matériels donnés en location sont amortis linéairement sur la durée d'usage des biens. Le cumul des amortissements constatés à la clôture de chaque exercice se situe entre :

- le minimum linéaire (en vertu des dispositions de l'article 39b du CGI) d'une part,
- la limite de dégressivité admise d'autre part.

c. Créances douteuses

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements,
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales,
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux,
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure au paragraphe « 3. Notes sur le bilan » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions du CRC 2005-04, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100%.

d. Dépréciation des immobilisations

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2017.

F. Immobilisations

a. Immobilisations incorporelles

La société CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE n'est pas concernée par ce type d'opérations.

b. Immobilisations corporelles

Constructions :

La société CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE n'est pas propriétaire de constructions au 31/12/2017.

Autres immobilisations corporelles :

Elles sont inscrites à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations), à leur coût de production ou à leur coût réévalué.

Elles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif sur leurs durées probables d'utilisation :

- matériel : 5 ans,
- mobilier : 10 ans.

Aucun coût d'emprunt n'a été affecté aux actifs.

G. Provisions

Les provisions de passif, autres que celles relatives aux engagements sociaux, concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes, risques fiscaux et restructuration. Conformément au règlement CRC 2000-06, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

Provisions pour retraite, préretraite et avantages assimilés :

La société CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE n'est pas concernée par ce type d'opérations.

H. Impôts différés

Depuis l'arrêté du 31/12/2015, un impôt différé relatif aux différences temporelles entre le résultat comptable et le résultat fiscal est comptabilisé dans les comptes sociaux.

Pour l'exercice 2017, l'impact de l'impôt différé est comptabilisée au compte de résultat, dans le poste « Impôts sur les sociétés » et s'élève à - 2 964 milliers d'euros. Cette charge d'impôt différée tient compte du changement de taux d'impôt progressif instauré par la Loi de Finances 2018. Par conséquent, les différences temporelles et les déficits en stocks au 31 décembre 2017 sont valorisés en fonction de leur taux à date de retournement prévus.

Ce taux va diminuer progressivement du 1er janvier 2019 jusqu'en 2022 pour arriver à un taux de 25 % (soit 25,83% avec la contribution additionnelle de 3,3%).

I. Produit net bancaire**a. Intérêts, produits et charges assimilées**

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

b. Charges et produits sur opérations de crédit-bail et assimilés et de location simple

Les charges sur opérations de crédit-bail, location avec option d'achat et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les moins values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de contrat et les provisions pour dépréciation des ITNL.

Les produits sur opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice et augmentés de la part échue des bonifications (supportées par les fournisseurs d'équipements). S'y ajoutent les plus values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de location, les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent ainsi que les frais de dossiers et le coût du risque.

c. Commissions (charges et produits)

Ce poste reprend essentiellement les commissions d'affacturage (enregistrées dès qu'elles sont acquises) et les prestations de services financiers auprès des tiers.

J. Charges générales d'exploitation

Les rémunérations d'intermédiaires figurent dans le poste « autres frais administratifs » pour un montant de 5 021 milliers d'euros en 2017 (dont 3 609 milliers d'euros pour les succursales en 2017) contre 5 044 milliers d'euros en 2016.

3. Notes sur le bilan**A) Opérations en devises**

Les actifs et passifs libellés en devises " out " figurant au bilan au 31 décembre 2017 sont présentés ci-après :

Actifs en milliers d'euros

Actifs	France	Succursales	2017
Créances sur les établissements de crédit	0	0	0
Créances sur la clientèle	0	0	0
Affacturage	0	0	0
Opérations de location simple	0	0	0

Passif en milliers d'euros

Passif	France	Succursales	2017
Dettes envers les établissements de crédit	0	0	0
Dettes envers la clientèle	0	0	0
Autres passifs	0	0	0
Comptes de régularisation	0	0	0

B) Créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	2017	France	Succursales	2016
Créances à vue	131 890	54 045	77 845	191 710
Créances rattachées	0	0	0	0
Total à vue	131 890	54 045	77 845	191 710
Prêt au jour le jour	0	0	0	0
Autres créances à terme	2 729	2 729	0	2 638
Créances rattachées	0	0	0	0
Total à terme	2 729	2 729	0	2 638
Total Créances sur les Etablissements de Crédit	134 619	56 774	77 845	194 348

Echéancier au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1an-5ans	> 5ans
Créances à terme (hors créances rattachées)	2 729	2 729	0	0	0

C) Opérations avec la clientèle (actif)

En milliers d'euros	France				Succursales	Total 2017	Total 2016
	Créances commerciales	Autres concours à la clientèle	Comptes Ordinaires débiteurs	Affacturage	Autres concours à la clientèle et affacturage		
Encours sains	0	24 886	0	0	883 756	908 641	909 607
Encours douteux (1)	0	1 767	0	0	15 238	17 005	21 294
Provisions au 31/12/2016 (1) (2)	0	-370	0	0	-10 219	-10 589	-10 494
Dotations de l'exercice	0	-229	0	0	-7 148	-7 377	-6 420
Reprises de l'exercice	0	78	0	0	8 685	8 762	6 319
Autres variations	0	0	0	0	-32	-32	6
Provisions au 31/12/2017 (1) (2)	0	-521	0	0	-8 714	-9 236	-10 589
Encours nets	0	26 131	0	0	890 280	916 411	920 312
créances rattachées	0	37	0	0	2 840	2 877	3 478
Encours totaux	0	26 168	0	0	893 120	919 288	923 790

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

(2) Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 521 k€ pour la France.

	brut	provision	net
Douteux compromis France	564	-329	235
Douteux compromis Succursales	5 839	-1 947	3 892
Total douteux compromis	6 403	-2 276	4 127
Douteux non compromis France	1 203	-192	1 010
Douteux non compromis Succursales	9 399	-6 768	2 631
Total douteux non compromis	10 601	-6 960	3 642
Total	17 005	-9 236	7 769

Echéancier des encours sains au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Total bilan	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1an-5ans	> 5ans
Créances sur la clientèle	908 642	96 437	247 710	543 468	21 026

D) Obligations et autres titres à revenu fixe

Au 31 décembre 2017, les comptes de CNH INDUSTIRAL CAPITAL EUROPE ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

E) Actions et autres titres à revenu variable

Néant

F) Participations et autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

En milliers d'euros	Valeur nette	dont titres cotés	dont titres non cotés	dont établissements de crédit
Participations et autres titres détenus à long terme(France)	0	0	0	0
Parts dans les entreprises liées (France)	18 810	0	18 810	16 165
Parts dans les entreprises liées (Succursales)	0	0	0	0
Parts dans les entreprises liées (Total)	18 810	0	18 810	16 165
Total 2017	18 810	0	18 810	16 165
Total 2016	18 810	0	18 810	16 165

L'évolution des valeurs brutes et nettes des titres de participation et parts dans les entreprises liées sur l'exercice est présentée ci-après :

En milliers d'euros	Total	Parts dans les Entreprises liées France	Parts dans les entreprises liées Succursales	Participations et autres titres détenus à long terme	Dotations en capital France	Elimination des opérations réciproques
Valeur brute au 31 décembre 2016	18 810	18 810	0	0	116 317	-116 317
Acquisitions de l'exercice	0		0		35 568	-35 568
Cessions de l'exercice	0	0	0	0	-5 251	5 251
Autres mouvements	0	0		0		0
Valeur brute au 31 décembre 2017	18 810	18 810	0	0	146 634	-146 634
Provisions au 31 décembre 2016	0	0	0	0	0	0
Dotations de l'exercice	0	0	0	0	0	0
Reprises de l'exercice	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0		0	0	0	0
Provisions au 31 décembre 2017	0	0	0	0	0	0
Valeur nette au 31 décembre 2017	18 810	18 810	0	0	146 634	-146 634
Valeur nette au 31 décembre 2016	18 810	18 810	0	0	116 317	-116 317

G) Crédit Bail, location avec option d'achat

En milliers d'euros	Immobilisations					Amortissements et provisions					Valeur nette comptable au 31/12/2017
	Solde au 31/12/2016	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Dotations de l'exercice	Sorties d'amort. sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2017	
Immobilisations en Crédit-Bail											
Immobilisations en Crédit-Bail mobilier France	548 865	202 525	-92 881	0	658 508	256 753	132 142	-78 679	0	310 216	348 292
Immobilisations en Crédit-Bail mobilier Succursales	1 069 813	511 431	-125 678	284	1 455 850	342 015	260 463	-94 604	107	507 981	947 869
Total des immobilisations en Crédit-Bail	1 618 678	713 955	-218 559	284	2 114 358	598 768	392 605	-173 283	107	818 197	1 296 161
Immobilisations en cours Crédit-Bail											
Immobilisations en cours Crédit-Bail France	252	88	-252	0	88	0	0	0	0	0	88
Immobilisations en cours Crédit-Bail Succursales	4 330	2 253	0	0	6 582	0	0	0	0	0	6 582
Total des Immobilisations en cours Crédit-Bail	4 582	2 341	-252	0	6 670	0	0	0	0	0	6 670
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	2 561	512	-25	0	3 048	0	0	0	0	0	3 048
Acomptes versés fournisseurs Succursales	0	7	0	0	7	0	0	0	0	0	7
Total des acomptes versés fournisseurs	2 562	519	-25	0	3 056	0	0	0	0	0	3 056
Total Immobilisations Crédit-Bail	1 625 821	716 815	-218 836	284	2 124 084	598 768	392 605	-173 283	107	818 197	1 305 887

En milliers d'euros	Solde au 31/12/2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2017
Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail (1)					
Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail France	13 256				13 552
Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail Succursales	7 274				8 387
Total Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail (1)	20 530				21 939
Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail (1)					
Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail France	-8 254	-4 495	2 951	0	-9 799
Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail Succursales	-6 247	-3 749	3 561	0	-6 434
Total Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail (1)	-14 501	-8 244	6 512	0	-16 233
Créances rattachées Crédit-Bail					
Créances rattachées Crédit-Bail France	6 213				6 838
Créances rattachées Crédit-Bail Succursales	3 642				24 282
Total Créances rattachées Crédit-Bail	9 855				31 121
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit-bail	15 883				36 826

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

(2) Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 5 038 K€ pour la France.

	brut	provision	net
Crédit-bail compromis France	12 657	-9 432	3 225
Crédit-bail compromis Succursales	7 571	-6 189	1 382
Total crédit-bail compromis	20 228	-15 621	4 607
Crédit-bail non compromis France	894	-367	528
Crédit-bail non compromis Succursales	817	-245	571
Total crédit-bail non compromis	1 711	-612	1 099
Total crédit-bail	21 939	-16 233	5 706

H) Location simple

En milliers d'euros	Immobilisations					Amortissements et provisions					Valeur nette comptable au 31/12/2017
	Solde au 31/12/2016	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Dotations de l'exercice	Sorties d'amort. sur cessons	Autres Variations	Solde au 31/12/2017	
Immobilisations en Location Simple											
Immobilisations en Location Simple France	215 333	110 234	-48 078	0	277 489	60 822	60 024	-27 701		93 145	184 344
Immobilisations en Location Simple Succursales	296 262	110 613	-50 457	0	356 417	93 737	74 438	-30 294	0	137 882	218 536
Total des immobilisations en Location Simple	511 595	220 847	-98 536	0	633 906	154 559	134 462	-57 995	0	231 026	402 880
Immobilisations en cours Location Simple											
Immobilisations en cours Location Simple France	1 389	0	-1 320	0	70	0	0	0	0	0	70
Immobilisations en cours Location Simple Succursales	0	570	0	0	570	0	0	0	0	0	570
Total des Immobilisations en cours Location Simple	1 389	570	-1 320	0	639	0	0	0	0	0	639
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	217	285	0	0	502	0	0	0	0	0	502
Acomptes versés fournisseurs Succursales	1	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	218	285	-1	0	502	0	0	0	0	0	502
Total Immobilisations Location Simple	513 202	221 701	-99 856	0	635 047	154 559	134 462	-57 995	0	231 026	404 021

En milliers d'euros	Solde au 31/12/2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2017
Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)					
Créances douteuses valeur brute Location Simple France	1 830				2 331
Créances douteuses valeur brute Location Simple Succursales	2 192				3 459
Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)	4 022				5 790
Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)					
Provisions sur créances douteuses Location Simple France	-1 214	-679	294	0	-1 599
Provisions sur créances douteuses Location Simple Succursales	-1 756	-2 087	796	0	-3 047
Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)	-2 969	-2 766	1 090	0	-4 646
Créances rattachées Location Simple					
Créances rattachées Location Simple France	840				556
Créances rattachées Location Simple Succursales	351				833
Total Créances rattachées Location Simple	1 191				1 389
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Location Simple	2 244				2 533

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

(2) Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 774 k€ pour la France.

	brut	provision	net
Location simple compromis France	2 114	-1 492	622
Location simple compromis Succursales	3 311	-2 945	366
Total location simple compromis	5 425	-4 437	988
Location simple non compromis France	217	-107	111
Location simple non compromis Succursales	148	-102	46
Total location simple non compromis	365	-209	156
Total location simple	5 790	-4 646	1 144

D) Immobilisations corporelles et incorporelles

En milliers d'euros

Immobilisations incorporelles	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Fonds de commerce	0	0	0	0	0
Droit au bail et droit d'entrée	0	0	0	0	0
Droit au bail et droit d'entrée Succursales	0	0	0	0	0
Frais d'établissements	0	0	0	0	0
Logiciels	0	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0
Frais d'établissements Succursales	0	0	0	0	0
Logiciels Succursales	12	0	0	0	12
Valeur brute	12	0	0	0	12
Amortissements Droit d'entrée	0	0	0	0	0
Amortissements frais d'établissements	0	0	0	0	0
Amortissements Logiciels	0	0	0	0	0
Amortissements Droit d'entrée Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Frais d'établissements Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Logiciels Succursales	-12	0	0	0	-12

Amortissements	-12	0	0	0	-12
Valeur nette	0	0	0	0	0

En milliers d'euros

Immobilisations corporelles	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0
Matériel informatique	9	0	0	0	9
Matériels et mobiliers de Bureau	1	0	0	0	1
Matériels de transport	0	0	0	0	0
Matériel et outillage	0	0	0	0	0
Agencements, aménagements et installations Succursales	0	0	0	0	0
Matériel informatique Succursales	5	0	0	0	5
Matériels de transport Succursales	0	0	0	0	0
Matériels et mobiliers de Bureau Succursales	0	0	0	0	0
Valeur brute	15	0	0	0	15
Amortissements Matériel informatique	-9	0	0	0	-9
Amortissements Matériels et mobiliers de Bureau	-1	0	0	0	-1
Amortissements Matériels de transport	0	0	0	0	0
Amortissements Matériel et outillage	0	0	0	0	0
Amortissements Agencements Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Matériel informatique Succursales	-5	0	0	0	-5
Amortissements Matériels de transport Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Mat et mob de Bureau Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements	-15	0	0	0	-15
Valeur nette	0	0	0	0	0

J) Autres actifs

En milliers d'euros	France	Succursales	Elimination opérations réciproques	2017	2016
Autres débiteurs divers	10 046	10 191	0	20 237	10 733
Dépôts et cautionnements	0	87	0	87	103
Instruments conditionnels achetés	316	0	-316	0	0
Etat Impôts et taxes	0	832	0	832	158
Impôt différé actif (1)	8 695	13 304	0	21 999	14 647
Autres	6 051	36 708	0	42 759	79 401
Total	25 108	61 122	-316	85 914	105 042

(1) Le poste d'impôt différé actif est constitué principalement des impôts différés sur les déficits fiscaux.

L'impact du changement de taux d'impôt suite à la loi de Finance de 2018 s'élève à - 1 054 k€

K) Comptes de régularisation (actif)

En milliers d'euros	France	Succursales	2017	2016
Produits à recevoir	1 115	2 446	3 561	2 421
Valeurs à l'encaissement	3 347	4 008	7 354	0
Charges à répartir	0	0	0	2 377
Charges payées d'avance	4	17 986	17 989	0
Autres	394	27 996	28 390	46 447
Total	4 859	52 435	57 294	51 245

L) Dettes envers les établissements de crédit

En milliers d'euros	France	Succursales	2017	2016
Comptes et emprunts à vue	17	0	17	-9
Dettes rattachées	0	0	0	0
Total à vue	17	0	17	-9
Emprunt au jour le jour	0	0	0	0
Comptes et emprunts à échéance	23 629	1 643 073	1 666 702	1 531 062
Valeurs données en pension	0	0	0	0
Dettes rattachées	358	2 403	2 761	3 324
Total à terme	23 987	1 645 476	1 669 462	1 534 386
Total Dettes envers les Etablissements de crédit	24 004	1 645 476	1 669 479	1 534 377

Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3mois à 1 an	1an-5ans	> 5ans
---------------------	-------------	----------	--------------	----------	--------

Comptes et emprunts (hors dettes rattachées)	1 666 702	175 509	471 640	1 006 330	13 222
--	-----------	---------	---------	-----------	--------

M) opérations avec la clientèle (passif)

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial.

Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	France	Succursales	2017	2016
Comptes à vue	0	0	0	0
Dettes rattachées	0	0	0	0
Total à vue	0	0	0	0
Comptes à terme	537 757	288 483	826 240	768 397
Dettes rattachées	26	1 406	1 432	1 951
Total à terme	537 783	289 890	827 672	770 348
Total des opérations avec la clientèle	537 783	289 890	827 672	770 348

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Total bilan	< à 3 mois	3mois à 1 an	1an-5ans	> 5ans
Comptes créditeurs à terme	826 240	98 499	228 437	494 854	4 451

N) Dettes représentées par un titre

En milliers d'euros	2017	2016
Titres de créances négociables	1 000	1 000
Dettes rattachées	0	0
Total Titres de créances négociables	1 000	1 000

La société CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE a émis des titres de créances négociables (TCN) en date du 22/12/2017 et à échéance du 21/12/2018 pour une valeur nominale d'un million d'euros (1 000 000 €).

O) Autres passifs

En milliers d'euros	France	Succursales	Elimination des opérations réciproques	2017	2016
Etat et Organismes sociaux	2 600	220	0	2 820	8 674
Fournisseurs (crédit-bail et assimilés)	9 876	14 230	0	24 107	18 763
Clients et tiers acquéreurs	1 459	2 730		4 190	
Impôt société	0	5 646		5 646	
Impôt différé passif	1 581	30 717	0	32 298	22 128
Crédits succursales	0	316	-316	0	0
Dépôts de garantie	15	32	0	47	50
Autres	332	1 740	0	2 073	10 473
Total	15 864	55 631	-316	71 179	60 090

Le poste d'impôt différé passif est impacté par la Loi de Finances 2018 de 135 k€

P) Comptes de régularisation (passif)

En milliers d'euros	France	Succursales	2017	2016
Produits perçus d'avance (1)	40 573	52 264	92 837	83 256
Charges à payer	7 086	29 841	36 927	21 293
Autres	0	22 072	22 072	20 060
Comptes d'encaissement	1 448	10 957	12 404	10 078
Total	49 106	115 133	164 240	134 687

(1) Les produits perçus d'avance sont principalement constitués des régularisations des loyers de crédit-bail : de L.O.A. et de location simple pour un montant de 39 564 milliers d'euros au 31 décembre 2017 pour la France et 11 950 milliers pour les succursales.

Q) Provisions

En milliers d'euros	Ouverture	dotation	reprise	utilisation	Autres variations	Clôture
Provisions pour retraites et avantages LT France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour retraites Succursales	0	0	0	0	0	0
Prov. pour restructuration - frais de personnel France	0	0	0	0	0	0
Prov. pour restructuration - ch. générales d'exploit France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges	0	0	0	0	0	0
Provisions pour engagements douteux	0	0	0	0	0	0

Provisions pour charges diverses France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour charges diverses Succursales	690	0	0	0	0	690
Total	690	0	0	0	0	690

R) Capitaux propres**1) Capital**

Au 31 décembre 2017, le capital social de CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE s'élève à 88 482 297 euros composé de 232 237 actions d'un montant nominal de 381 euros entièrement libérées.

2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont reçues dans le cadre des opérations de crédit-bail ou de location. Ces dernières figurent pour leur montant net d'amortissements.

3) Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	88 482	0	0	0	0	88 482
Réserve légale	8 848	0	0	0	0	8 848
Autres réserves	10	0	0	0	0	10
Provisions réglementées	0	0	0	0	0	0
Subventions d'investissement	13	0	0	0	18	31
Report à nouveau	68 075	30 436	0	0	0	98 511
Résultat net de l'exercice	30 436	-30 436	0	35 048	0	35 048
Acomptes sur dividendes	0	0	0	0	0	0
Total capitaux propres	195 865	0	0	35 048	18	230 931

4) Résultat dilué par action et résultat par action

Résultats réduits à une seule action ajustée

- Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	2 399
- Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions	151
- Dividende attribué à chaque action (crédit d'impôt non compris)	55,98

4. Notes sur le hors bilan

A) Engagements de hors bilan

En milliers d'euros	France	Succursales	2017	2016
Engagements donnés	120 630	136 475	257 106	213 965
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	0	0	0	0
Engagements de financement en faveur de la clientèle	120 535	136 475	257 011	213 924
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit	95	0	95	41
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0	0	0
Engagements reçus	191 728	450 815	642 543	456 866
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	15 000	34 917	49 917	40 590
Engagements de financement reçus de la clientèle	0	4 400	4 400	3 770
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	153	89 582	89 735	140 020
Engagements de garantie reçus de la clientèle	176 575	321 916	498 492	272 486

Le montant des engagements douteux de financement en faveur de la clientèle s'élève à 158 k€ pour la France et est à néant pour les succursales.

5. Notes sur le compte de résultat

Informations sectorielles

En milliers d'euros	France	Succursales					2017
		Allemagne	Italie	Espagne	Belgique	Pologne	
Produit net bancaire	7 218	4 061	52 826	8 309	2 082	1 456	75 952
Charges générales d'exploitation	-7 649	-7 624	-7 326	-1 617	-1 006	-853	-26 074

A) Produits et charges d'intérêts

En milliers d'euros	2017 Produits	2017 Charges	2016 Produits	2016 Charges
Opérations avec Etablissements de crédit France	0	2 581	-152	2 928

Opérations avec Etablissements de crédit Succursales	55	21 971	37	19 813
Opérations avec la clientèle France	640	3 156	542	2 424
Opérations avec la clientèle Succursales	38 456	3 019	42 472	4 029
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0
Autres intérêts France	0	-1	0	1
Dotations et reprises aux provisions France	7	0	0	0
Dotations et reprises aux provisions Succursales	253	0	204	0
Créances passées en perte sur l'exercice	-190	0	-137	0
Total	39 221	30 726	42 965	29 194

Les provisions relatives à ces opérations pour la partie capital sont enregistrées en coût du risque.

B) Produits et charges sur opérations de crédit bail

a) Produits sur opérations de crédit-bail

En milliers d'euros	France	Succursales	2017	2016
Loyers	137 946	348 505	486 451	367 522
Reprise de provisions de dépréciation	1 950	3 466	5 416	4 196
Plus-values de cession	7 007	117	7 124	5 166
Indemnités de résiliation	3 120	3 536	6 657	5 736
Indemnités d'assurance	0	0	0	0
Produits divers	1 460	10 060	11 520	7 976
Dotations aux provisions	-4 495	-3 749	-8 244	-6 804
Créances passées en perte sur l'exercice	-1 015	-1 665	-2 681	-1 120
Reprises de provision	2 951	3 561	6 512	4 639
Récupérations sur créances amorties	1 725	148	1 873	179
Total	150 648	363 979	514 627	387 490

b) Charges sur opérations de crédit-bail

En milliers d'euros	France	Succursales	2017	2016
Dotations aux amortissements	130 463	255 403	385 866	297 384
Dotations aux provisions de dépréciation	1 679	5 060	6 739	
Moins-values de cessions	7 478	20 190	27 668	13 321
Charges diverses	3 197	21 218	24 414	17 197
Total	142 816	301 871	444 688	327 903

C) Produits et charges sur opérations de locations simples

a) Produits sur opérations locations simples

En milliers d'euros	France	Succursales	2017	2016
Loyers	45 013	58 972	103 984	79 937
Reprise de provisions de dépréciation	886	501	1 386	687
Plus-value de cessions	9 338	6 956	16 294	12 044
Indemnités de résiliation	1 576	1 164	2 741	2 029
Indemnités d'assurance	0	0	0	0
Produits divers	165	431	596	550
Dotations aux provisions	-679	-2 087	-2 766	-1 670
Créances passées en perte sur l'exercice	-134	-356	-490	-527
Reprises de provision	294	796	1 090	1 096
Récupérations sur créances amorties	0	0	0	-58
Total	56 458	66 377	122 835	94 088

b) Charges sur opérations de locations simples

En milliers d'euros	France	Succursales	2017	2016
Dotations aux amortissements	59 387	73 220	132 607	100 820
Dotations aux provisions de dépréciation	638	1 218	1 856	1 336
Moins-values de cessions	1 331	135	1 466	990
Charges diverses	15	127	142	10
Total	61 370	74 700	136 070	103 156

D) Revenus de titres à revenu variable

En milliers d'euros	2017	2016
Parts dans les entreprises liées	8 001	4 675

Participations et autres titres à long terme	0	0
Total	8 001	4 675

E) Commissions

En milliers d'euros	2 017		2 016	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec Etablissements de crédit France	0	0	0	0
Opérations avec Etablissements de crédit Succ	441	0	330	0
Opérations avec la clientèle France	0	6	0	5
Opérations avec la clientèle Succursales	0	815	0	672
Prestations de services financiers	30	0	26	0
Prestations de services financiers Succ	767	151	489	102
Autres	8	0	1	0
Total	1 246	972	846	779

F) Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

En milliers d'euros	2017	2016
Sur titres de transaction	0	0
Sur opérations de change	0	0
Sur opérations de change Succ	-1	-27
Sur instruments financiers à terme Succ	0	0
Total	-1	-27

G) Autres produits et charges d'exploitation bancaire

En milliers d'euros	2017		2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance France	86	0	93	0
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance Succursales	632	0	715	0
Produit des participations aux bénéfices des assurances et autres produits ou charges d'assurance France	1 256	0	1 051	0
Autres produits ou charges d'assurance Succursale	707	0	480	0
Quote part des subventions virée au compte de résultat	13	0	0	0
Quote part des opérations faites en commun	0	0	0	0
Quote part des opérations faites en commun Succ	0	0	0	0
Autres produits France	57	0	5	0
Autres produits Succursale	1 660	0	1 294	0
Dotations/Reprises provisions France	0	0	0	0
Autres charges France	0	1	0	1
Autres charges Succursale	0	1 384	0	1 113
Total	4 411	1 385	3 637	1 114

H) Charges générales d'exploitation**1) Frais de personnel**

Ce montant correspond aux charges sociales sur les chèques cadeaux versées aux salariés des apporteurs

En milliers d'euros	France	Succursales	2 017	2 016
Charges sociales	33	1	34	29
Total	33	1	34	29

2) Autres frais administratifs

A la clôture de l'exercice, les autres frais administratifs s'élèvent à 26 040 milliers d'euros contre 24 885 milliers d'euros en 2016 (dont 18 425 d'euros pour les succursales en 2017).

Les montants des honoraires CAC s'élèvent à 100 K€ pour la France et à 86 k€ pour les succursales. Les audits sont réalisés par les cabinets Mazars et PWC.

I) Coût du risque

En milliers d'euros	France	Succursales	2017	2016
Dotations aux provisions	-1 411	-7 060	-8 472	-6 787
Créances passées en perte sur l'exercice	-24	-2 621	-2 645	-1 899
Reprises de provision	1 357	8 448	9 805	6 073
Récupérations sur créances amorties	0	84	84	39
Dotations / Reprises pour risques	0	0	0	0

Total	-78	-1 150	-1 228	-2 574
-------	-----	--------	--------	--------

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit à la clientèle.

Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail et la location simple sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

J) Résultat exceptionnel

Les éléments portés en résultat exceptionnel traduisent l'effet en comptabilité d'événements ne relevant pas de l'activité courante des différents métiers exercés par CNH Industrial Capital Europe, et dont la présentation au sein des autres agrégats du compte de résultat aurait conduit à une moindre comparabilité des opérations de l'exercice avec celles réalisées durant les exercices de référence.

Au 31/12/2017, CNH Industrial Capital Europe n'a constaté aucun résultat exceptionnel.

K) Impôt sur les sociétés

En milliers d'euros	France	Succursales	2017	2016
Impôt société	272	-10 910	-10 638	-10 489
Impôt différé	3 175	-6 139	-2 964	-2 982
Total	3 446	-17 049	-13 602	-13 471

L'impact de la loi de Finance 2018 sur l'impôt différé est de - 853 k€ et porte principalement sur le déficit fiscal

6. Autres informations

A) Informations relatives aux entreprises liées

En milliers d'euros	Entreprises liées France	Entreprises liées Succursales
Actif		
Créances envers les établissements de crédit	56 774	68 718
Créances sur la clientèle	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	18 810	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Autres Actifs	0	0
Comptes de régularisation actif	232	640
Passif		
Dettes envers les établissements de crédit	23 987	1 595 630
Emprunts et Comptes créditeurs de la clientèle	537 783	289 890
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres passifs	221	59
Comptes de régularisation passif	1 075	4 984
Hors bilan		
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	15 000	34 943
Engagements de financement reçus de la clientèle	0	4 400
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	0	250
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0	0

B) Proposition d'affectation des résultats

en euros

Résultat de l'exercice	35 047 849,12
Report à nouveau	98 511 115,95
Total à répartir	133 558 965,07

en euros

Réserve spéciale provenant de la provision pour investissement libérée	0,00
Dividende	13 000 627,26
Acompte sur dividendes	0,00
Report à nouveau	120 558 337,81
Total réparti	133 558 965,07

C) Comptabilité sociale et financière et consolidation

En tant que Société Financière, CNH Industrial Capital Europe, pour l'établissement des comptes consolidés, doit réglementairement tenir une comptabilité dite financière pour les opérations de crédit-bail et de location avec ou sans option d'achat. Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé. La méthode financière retenue pour le calcul de la marge financière

brute est la méthode « Intérêts Terme Echu décalée ».

Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins-values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

a) Passage du résultat social au résultat financier

en milliers d'euros	2017
Résultat comptable avant impôt	48 651
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	8 565
Différence entre plus et moins-value sociales et financières	12 740
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	-355
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	-16 908
CRC 2002-03	216
Divers	1 087
Résultat financier avant impôt au 31 décembre	53 997

b) Principaux éléments composant la réserve financière

La réserve financière de CNH Industrial Capital Europe au 31 décembre 2017 se décompose de la façon suivante :

en milliers d'euros	2017
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	11 456
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	1 475
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	4 592
CRC 2002-03	-533
Réserve financière brute CB/LS French au 31 décembre	16 990
Réserve financière sur immobilisations CB/LS non louées	-658
Réserve financière brute sur immobilisations CB/LS	16 332
Divers	-5 420
Réserve financière brute au 31 décembre	11 571

c) Consolidation

CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE est consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS SA dont le siège social se trouve au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris.

Les comptes sont également consolidés par CNH INV, par mise en équivalence.

D) Evénements post clôture

Il n'y a aucun événement post clôture.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport à l'Organe Collégial de Direction.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537 /2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 6 - C de l'annexe aux comptes annuels relative à la comptabilité financière qui présente le résultat financier de l'exercice : ce résultat est déterminé en tenant compte de l'amortissement financier des capitaux engagés sur la durée des contrats de crédit-bail. Nous rappelons que ce résultat donne une meilleure image de la rentabilité financière de votre société que le résultat social qui prend en compte les amortissements industriels des matériels loués.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Identification et évaluation du risque de crédit

(Se référer aux notes 2C, 2E, 3C, 3G et 3H de l'annexe aux comptes annuels)

Risque Identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce Risque
<p>Dans le cadre de ses activités bancaires, CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE S.A.S. est exposée au risque de crédit.</p> <p>CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE S.A.S. comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédits avérés sur des prêts et créances octroyés dans le cadre de ses activités bancaires.</p> <p>Ces dépréciations peuvent prendre la forme de provisions individuelles des engagements bilan et hors bilan concernés et correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit ou au dernier taux connu des flux futurs estimés recouvrables. Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux. - statistiquement pour les créances de petits montants. <p>Au 31 décembre 2017, le montant total des créances brutes exposées au risque de crédit s'élève à 2 698,7 millions d'euros; le montant total des dépréciations s'élève à 30,1 millions d'euros comme présenté dans les notes 2C, 2E, 3C, 3G et 3H des annexes aux comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE S.A.S. et testé les contrôles clés concernant l'identification et l'évaluation des dépréciations.</p> <p>Nous avons également réalisé en date d'arrêté des travaux sur les encours les plus significatifs.</p> <p>Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification des indicateurs de dépréciation, - la classification des expositions en créances douteuses, - le suivi et la valorisation des garanties, - la détermination des dépréciations individuelles de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé. - avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, nous avons apprécié les méthodologies retenues par CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE S.A.S. ainsi que l'efficacité des contrôles relatifs à la qualité des données, et avons procédé à la revue des modèles d'estimation des pertes et taux de récupération sur base statistique, - en complément, nous avons procédé à une revue de crédit sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques. <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives au risque de crédit.</p>

Valorisation des titres de participations

(Se référer aux notes 2D et 3F de l'annexe aux comptes annuels)

Risque Identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce Risque
<p>Les postes « participations et autres titres détenus à long terme » et « parts dans les entreprises liées » représentent un total net de 18 810 milliers d'euros comme indiqué dans les notes 2D et 3F.</p> <p>Ces titres sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.</p> <p>Cette valeur d'utilité fait l'objet d'une évaluation annuelle qui fait intervenir plusieurs techniques d'évaluation et des hypothèses macroéconomiques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le recours à l'actif net réévalué; - le recours à l'évaluation des fonds propres s'appuyant sur des données actuarielles ; - le recours à la méthode de la rentabilité future escomptée qui s'appuie sur des données prévisionnelles ainsi qu'un taux d'actualisation et un taux de croissance à l'infini. <p>Lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.</p> <p>Il s'agit d'une estimation qui requiert l'exercice du jugement par la direction dans son choix des éléments pertinents à prendre en compte. A ce titre, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons évalué les processus mis en œuvre par CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE S.A.S. pour mesurer l'éventuel besoin de dépréciation des titres de participation et des parts dans les entreprises liées.</p> <p>Nous avons mis en œuvre les procédures substantives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - analyse de cohérence entre les titres de participation / parts dans les entreprises liées analysés et la méthode de valorisation retenue; - analyse technique de la construction des modèles de valorisations et revue des hypothèses utilisées pour déterminer les paramètres financiers retenus; - revue des éléments prévisionnels utilisés en vérifiant qu'ils étaient en ligne avec les plans d'affaires approuvés par les organes de direction des sociétés concernées et qu'ils étaient cohérents avec les hypothèses retenues et les performances passées. <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives aux titres de participation.</p>

Contrôles généraux informatiques

Risque Identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce Risque
<p>La fiabilité et la sécurité des systèmes d'information jouent un rôle clé dans la préparation des comptes annuels de CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE S.A.S.</p> <p>L'appréciation des contrôles généraux informatiques et des contrôles applicatifs spécifiques aux différentes chaînes de traitement de l'information qui concourent à l'élaboration de l'information comptable et financière, représente ainsi un point clé de l'audit.</p> <p>En particulier, l'existence d'un dispositif de contrôle des droits d'accès aux systèmes d'information et de niveaux d'autorisation en fonction des profils de collaborateurs constitue un contrôle clé pour limiter le risque de modifications inappropriées du paramétrage des applicatifs ou des données qui leur sont sous-jacentes.</p>	<p>Pour les principaux systèmes concourant à l'élaboration de l'information comptable et financière, les travaux que nous avons mis en œuvre avec l'appui de nos spécialistes informatiques ont plus particulièrement porté sur les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compréhension des systèmes, processus et contrôles qui sous-tendent l'information comptable et financière ; - évaluation des contrôles généraux informatiques (gestion des accès aux applications et aux données, gestion des changements et des développements relatifs aux applications, gestion de l'exploitation informatique) sur les systèmes significatifs (notamment applications comptables, de consolidation, de rapprochement automatique) ; - examen du contrôle des habilitations pour la saisie des écritures manuelles ; - revue d'un échantillon d'écritures manuelles.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'Organe Collégial de Direction et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE S.A.S. par l'assemblée générale du 29 juin 2006 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et par l'assemblée générale du 25 juillet 1997 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 12ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 21ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe à l'Organe Collégial de Direction de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'Organe Collégial de Direction.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels*Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence

ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport à l'Organe Collégial de Direction

Nous remettons un rapport à l'Organe Collégial de Direction qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport à l'Organe Collégial de Direction figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également à l'Organe Collégial de Direction la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec l'Organe Collégial de Direction des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La-Défense, le 4 mai 2018

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas Montillot
Associé

MAZARS
Claire Gueydan
Associée

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à disposition du public au siège social de CNH INDUSTRIAL CAPITAL EUROPE, sis au 12 rue du port – 92000 Nanterre.